



Déclaration liminaire au CTL audio-conférence du 4 juin 2020

Monsieur le Président,

Le monde d'après ressemble bizarrement à celui d'avant : l'Etat va prêter 5 milliards d'euros à RENAULT qui va supprimer environ 5000 postes en France (LEMAIRE l'a dit il n'ira pas contre la volonté de Renault), mais sous couvert d'urgence sanitaire on casse encore plus les droits des travailleurs, on invite les gens à donner des congés qui seront reversés sous forme de chèques vacances aux soignants (qui veulent des moyens et des augmentations de salaire pas l'aumône), des politiques aux grandes idées mais qui ne font pas grande chose ne cessent de dire qu'il faudra travailler plus à ceux qui auront gardé leur emploi alors que c'est justement le bon moment pour passer à la semaine de 32 heures afin de redistribuer le travail à ce qui n'en n'ont pas ou plus !

Pendant ce temps demande t'on aux grands patrons dont les poches débordent encore malgré la « crise économique », de participer à la solidarité ? NON, RIEN, NADA...
Les Ministres ou Secrétaires d'Etat prévoient t'ils de diminuer leurs indemnités ou autre ? NON...
Ce sont toujours les mêmes qui paient... et qui n'ont même plus le droit de manifester à l'air libre!
Par contre aller faire son shopping dans le monstrueux centre commercial de la Part-dieu en espace confiné, cela c'est possible...Cherchez l'erreur !

Revenons à Bercy, depuis plusieurs années, la DGFIP est une administration prioritaire pour faire reculer les droits des agents telles les affectations au Département ou la suppression des CAPL d'affectation, la DGFIP est une administration prioritaire en terme de suppressions d'emplois ou de structures, la DGFIP est une administration novatrice en terme de dématérialisation forcée (télédéclaration, timbres fiscaux,etc...) ou en terme de transfert de missions vers le Privé...

Par contre la DGFIP (et le gouvernement bien entendu) est incapable de fournir des conditions de travail matérielles ou applicatives décentes à ses agents, la DGFIP est incapable d'augmenter les traitements et salaires des agents qui restent professionnels malgré toute les difficultés qu'ils peuvent rencontrer, et surtout la DGFIP n'est pas capable de fournir des ordinateurs portables à ses agents (cf les 35 ordinateurs que le DDFIP 07 attend depuis mars) qui, placés ASA, sont avant tout des agents qui se sont trouvés en situation de travail empêché, qu'ils soient personnes vulnérables, obligés de garder leurs enfants, ou sur des missions non prioritaires !

Pour nous mépriser encore un peu plus, chez nous, ce n'est un pas un don de congé qui est proposé, mais littéralement un vol !
Et ce ne sont pas que les agents en ASA qui sont concernés mais aussi les agents ayant effectué du présentiel, voir du télétravail !
Encore une grande idée de Monsieur DUSSOPT à qui nous demandons de nous restituer nos congés ,en plus des tableaux qu'il s'est fait injustement offrir...

Concernant les primes de 330 euros et 1000 euros à la DGFIP, la CGT dénonce cette mesure arbitraire, et complètement à côté de la plaque.

Depuis des années les agents de la DGFIP militent pour que leur traitement soit augmenté ! Depuis 2002 nous subissons une perte de 18% du pouvoir d'achat !

C'est donc cela que les agents veulent, voir le dégel du point d'indice, et les pertes de pouvoir d'achat rattrapées, pas d'une prime qui ne pourra pas être attribuée à tout le monde, qui met la pression sur les chefs de service, et qui risque de semer la zizanie dans services !

Concernant le problème des services annexes non disponibles dans les établissements scolaires, **la CGT réclame que des compensations horaires soient données au agents dont les enfants n'ont ni cantine, ni garderie.** Des facilités horaires ne suffisent pas, loin de là !

Enfin, la CGT rappelle que si dans ce contexte d'épidémie la campagne IR s'est déroulée sans véritable accueil (on note d'ailleurs une baisse des déclarations), nous sommes attachés au maintien d'un service public humain et de proximité, et donc d'un accueil physique !

La CGT a demandé à maintes reprises le report de la campagne IR qui ne pouvait se tenir dans des conditions décentes, en cette période, ni pour les usagers, ni pour les agents !

Les élus CGT en CTL

Julien PETIT

Valerie TANNAY

Hervé LE DALLIC

Pierre Henri GACHE